

Politique et religion dans la presse algérienne avant 1940

Zahir IHADDADEN ^(1,2)

Introduction

Le choix de ce sujet est déterminé par un constat que l'on peut faire à travers l'étude de la période coloniale. Ce constat est que la religion musulmane a servi de cheval de bataille à des idéologies politiques différentes : tout d'abord l'administration coloniale et le gouvernement français en se prétendant le protecteur des musulmans et en s'érigeant en puissance musulmane dans le monde, ensuite les colons en déversant à travers la presse, leur haine de ce qui est arabe et musulman et enfin l'élite musulmane en s'enfonçant de plus en plus dans un dilemme entre citoyenneté française et personnalité musulmane.

Toutes ces tendances étaient beaucoup plus intéressées non par l'Islam et son devenir, mais par l'Islam en tant que force politique. Ce bref exposé n'aura, donc aucun caractère philosophique ou théologique. Son ambition est de faire une analyse sur l'utilisation de la religion dans le contexte colonial. Pour cela, j'ai choisi délibérément trois journaux : *El Farouk*, *El Ikdam* et *Ach-Chihab* et à travers eux trois personnalités : Omar B. Kaddour El Jazairi, l'Emir Khaled et Cheikh Ben Badis. Trois journaux et trois personnalités qui ont joué un grand rôle dans l'élaboration de la pensée politique algérienne avant 1940.

Journaux et personnalités en Algérie avant 1940

Notre intervention n'a pas un caractère élaboré et complet. Il s'agit d'une réflexion commencée déjà citée dans l'ouvrage que nous avons consacré à la presse indigène.

Au début de cet exposé, il y a lieu de présenter le contexte colonial dans ses rapports avec la religion musulmane. Mes investigations dans ce domaine restent limitées. Ce sont des

(1) Université d'Alger, Institut des sciences de l'information et de la communication, 16000, Alger, Algérie

(2) Unité de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle, 31000, Oran, Algérie.

banalités que je vais certainement prononcer devant vous, mais des banalités qui nous permettent de comprendre l'évolution des trois journaux qui sont l'objet de cet exposé et d'expliquer quelque peu leur attitude.

Le premier fait à rappeler est que le Dey Hussein avait demandé pour sa reddition un engagement de la France de respecter la religion musulmane en Algérie et que cet engagement figure dans l'acte de reddition signé par le représentant de la France. Il a été d'ailleurs renouvelé plus tard à l'Emir Abdelkader.

Cet engagement a toujours servi de référence à certains indigénophiles et à l'élite musulmane pour exiger son application et justifier leur activité. Officiellement, la France n'avait jamais renoncé à cet engagement. Mais, elle lui donnait une interprétation qui servait et préservait ses intérêts. Il lui permit de s'immiscer dans les affaires de l'Islam. Et sans le combattre ouvertement, elle fit en sorte qu'il soit dépouillé entièrement de sa vitalité, qu'il soit marginalisé et enfin contrôlé et orienté. Les exemples sont nombreux : il suffit ici de rappeler les plus importants tels les problèmes de la justice musulmane, des mosquées, et des zaouïas.

Mais l'exemple le plus intéressant pour notre sujet est la dépolitisation de l'Islam. Sans remonter aux idées d'Ismaël Urbain et de celles de Napoléon III, c'est bien la même République qui tout en étant laïque en France et au sein de la colonie européenne en Algérie, avait essayé tout d'abord, d'isoler les zaouïas et puis de les mettre entièrement sous son contrôle. Les zaouïas qui étaient le foyer et l'âme des révoltes particulièrement avec El Mokrani, Cheikh Ahadad et Cheikh Bouamama, se sont recroquevillées sur elles-mêmes pour affirmer ensuite fidélité à la France.

La politique française se tourna ensuite vers les lettrés en arabe et les gens versés en religion pour utiliser leurs services en leur dispensant des subsides et en les désignant dans les prêches des mosquées et des médersas. C'est ainsi qu'une sorte d'organisation regroupant tout ce monde se crée petit à petit, sous forme notamment de cultuelles. Parlant au nom de la religion, ces lettrés se gardèrent de parler politique tout en jurant leur fidélité à la France.

Peut-être la dernière étape de l'immixtion du régime colonial dans la religion, est sa prétention de susciter un mouvement de rénovation de l'Islam. Mais là son action fut plus insidieuse, ce qui

a permis au mouvement d'échapper quelque peu à son contrôle et de prendre un autre développement.

Toute cette politique qui vise délibérément à dépolitiser l'Islam s'est peut-être exprimée avec une grande conviction dans les trois journaux objets de cet exposé : *El Farouk* : 1913, *El Ikdam* : 1919, *Ach Chihab* : 1925.

Avant de préciser leurs attitudes, il y a lieu peut-être, de souligner tout d'abord que l'Islam, dans son essence est également un mouvement politique. Ce qui s'est passé au 7^{ème} siècle de l'ère chrétienne en Arabie n'est autre qu'une Révolution qui a remplacé un régime ou une organisation socio-politique par une autre organisation. S'inspirant d'une idéologie nouvelle et tout au long de l'histoire de l'Islam, la religion a été l'idéologie de base du régime politique. Cet état de fait n'a cessé qu'avec la colonisation et l'abolition du Khalifat.

Par ailleurs, les enseignements de l'Islam interdisent à tout musulman d'accepter la domination d'un non-musulman et recommandent de refuser par tous les moyens - ne serait-ce que par le silence - toute collaboration dans une situation d'infériorité ; position qui a été celle du peuple algérien dans son ensemble pendant la période coloniale.

Or, en ce début du XX^e siècle, une élite de gens versées dans les sciences islamiques, affirmait avec beaucoup de conviction leur volonté de collaborer avec la puissance coloniale non-musulmane. Etant pour la plupart des Oulama ou des Fouqaha, leur position de séparer les problèmes politiques des problèmes religieux, va dans le sens des souhaits de l'administration coloniale ; cependant, il se trouve en contradiction avec les principes de l'Islam, et apparemment ils ne semblaient pas être gênés par cette contradiction.

Sur le plan chronologique, cette position était déjà celle de quelques éléments épars depuis le début de la colonisation. À partir de 1900, elle semble se généraliser quelque peu et en 1913 elle trouve un chantre en la personne de Omar Ben Kadaour El Djazaïri et une tribune dans son journal *El Farouk*.

Dès le premier numéro de ce périodique son directeur affirme que l'activité politique est une « catastrophe terrible » et il prie Dieu de « le garder de la politique et de ses pièges ». Il lance son « anathème contre les faibles qui s'occupent de politique et qui

s'engagent dans un combat sans issue... » (28 février 1913). Il qualifie tous les politiciens de « menteurs chevronnés, d'hypocrites avisés qui risquent d'entraîner les musulmans vers des difficultés et des problèmes insolubles ». « Il lance un appel aux musulmans pour respecter l'autorité française et l'aider dans sa mission émancipatrice », il proclame : « nous avons besoin de la France pour le respect de notre nationalité, notre religion, notre morale » (20 février 1914).

Voilà qui est clair : on demande aux Musulmans de ne pas faire de « politique, de laisser donc le champ libre à la colonisation », or ce qui est étonnant c'est que Omar Ben Kaddour ne personnifie pas la politique dans la colonisation, ce qui aurait été plus logique avec ses convictions religieuses, mais il la personnifie dans les politiciens musulmans qui se sont regroupés autour du journal *L'Islam*, que Omar Ben Kaddour accuse de « tromper la France qui pourrait se trouver un jour en danger parce que vous prétendez franciser les fils de notre pays alors que vous mentez » (21 mars 1913).

À travers cette précision, on devine les véritables motivations d'Omar B. Kaddour : son refus de faire de la politique est lié aux circonstances du moment ; or la revendication politique essentielle à l'époque était la francisation du peuple algérien. En refusant la politique, Omar B. Kaddour refusait en fait et d'une manière voilée la francisation. Il rejoint par-là, le journal *El Hack* qui dès 1911 s'était opposé à la politique menée par le journal *L'Islam*. Mais le refus de la francisation, sans être encouragé officiellement par le gouvernement français, allait justement dans le sens de la colonisation et venait renforcer la position des colons et de leurs élus qui combattaient la francisation du peuple algérien.

Ces alliances objectives qui baignaient dans la confusion de la politique coloniale française étaient des arguments valables pour jeter la suspicion sur Omar Ben Kaddour et son journal. Les politiciens du journal *L'Islam* le qualifièrent vite « d'homme de paille au service de l'agent provocateur Colomb ». Cette accusation ne semble pas avoir gêné B. Kaddour, qui affirme qu'il est au service de la France et qu'il agit dans son intérêt.

Séparer la politique de la religion signifie chez B. Kaddour, l'acceptation provisoire du fait colonial comme étant un accident passager et le refuge dans l'Islam comme une nationalité d'avenir.

Cette théorie découle d'une attitude de faiblesse. Elle en fait une utopie politique et elle essaye de concilier les principes de l'Islam avec des exigences de la politique. Elle s'inspire des théories de Mohamed Abdou en Egypte et elle fera école en Algérie. Alors qu'elle a été catégoriquement rejetée par les nationalistes algériens à partir de 1925, elle a connu en revanche un grand développement dans la presse indigène entre 1919 et 1940.

Pour *L'Ikdam*, le refuge dans l'Islam est une nécessité mais cette attitude ne doit pas être méprisante à l'égard de la politique. La qualité de musulman est un acquis qu'il faut conserver, mais l'acceptation du fait colonial ne suffit pas pour conserver cet acquis. Il faudrait lutter pour conquérir des droits politiques qui ne sont autres que la citoyenneté française. Pour l'équipe de *L'Ikdam* et particulièrement pour l'Emir Khaled. Un bon musulman peut être aussi un bon français. *L'Ikdam* fait la synthèse des positions qui ont séparé *El Farouk* et *l'Islam* et adopte une théorie d'une francisation progressive du peuple musulman d'Algérie. Il prend délibérément pour devise la formule « France-Islam » : travaillons « dit-il » *aujourd'hui, la main dans la main pour la prospérité de l'Algérie française... On ne devrait plus se servir de cette fausse appellation* « Algériens et "indigènes" car nous sommes tous des français d'Algérie » (29 oct. 1920). « Notre ardent désir est de collaborer avec les Français impartiaux... dans l'association des deux races et dans le respect de chacune d'elle pour la prospérité et la grandeur de notre patrie d'adoption... et cela dans l'intérêt de la plus grande France libérale et de l'Algérie musulmane et française » (28.1.1921). *L'Ikdam* utilisa ainsi des formules qui connaîtront une certaine vogue après la Deuxième guerre mondiale : « Français-musulman », « l'Algérie musulmane française » etc.

La théorie conciliante de *L'Ikdam* compte elle aussi un refus, non pas celui de faire la politique comme *El Farouk* mais le refus de devenir français par la naturalisation. *L'Ikdam* rejoint en cela la position d'*El Farouk* sans faire sienne la théorie de ce dernier

concernant la non-participation, à la vie politique. Le refus de la naturalisation fut le problème essentiel de la vie politique aux lendemains de la Première guerre mondiale. L'Emir Khaled en devint le chantre. Il pense que la masse musulmane reste rattachée à la loi musulmane et que pour cette raison, elle n'accepte pas la naturalisation. Il pense que « la France ne décrètera jamais notre naturalisation en masse, dans la crainte injustifiée de voir l'élément européen submergé par les cinq millions d'indigènes. Elle ne voudra pas non plus manquer à la parole donnée de respecter notre religion ».

Ce court passage tiré d'un article de l'Emir Khaled publié dans *L'Ikdam* du 21-28 juin 1919, précise bien l'analyse que faisait l'Emir de la situation politique à l'époque, analyse où l'élément religieux joue un rôle déterminant : la naturalisation volontaire ne se fera pas parce qu'il y a conjonction de deux volontés de refus, celle de la France et celle des musulmans.

Les raisons de ces refus sont divergentes et convergentes à la fois. Les musulmans ne veulent pas abandonner leur qualité de musulmans et la France est tenue de respecter la religion musulmane. Or, toute la tactique de l'Emir Khaled consistait à faire pression sur cette volonté en présentant un bloc uni des musulmans et en s'accrochant désespérément à cette qualité de musulman, exprimé par l'attachement au statut personnel.

Le cheikh Ben Badis comme on le sait s'est exprimé successivement à travers deux journaux *Al Muntakid* et ensuite *Ach-Chihab* qu'il commença à publier à partir de 1925, c'est-à-dire deux années après l'exil de l'Emir Khaled et la disparition de *L'Ikdam*. Cheikh Ben Badis n'est pas pour autant la continuité de l'Emir Khaled. L'expérience de l'Emir Khaled ne semblait pas avoir servi à grand-chose. Sa tentative de concilier l'Islam algérien et l'action politique sous le régime colonial, ne semble pas avoir eu d'effets sur l'élite musulmane. Alors que les conséquences de son échec politique eurent un effet bénéfique sur les Algériens résidant en France en les engageant vers un renouvellement radical des revendications politiques, le départ de l'Emir Khaled eut des conséquences négatives en Algérie. Il y eut un recul total des positions politiques. Et Cheikh Ben Badis adopte la même attitude que celle de Omar B. Kaddour. Il proclama son abstention de faire de la politique, annonce qu'il admet le caractère colonial

de l'Algérie, en proclamant que la « France a le devoir de s'occuper des gens de la même manière qu'elle s'occupe du pays ». Dans le n° 1 d'*Ach Chihab*, il écrit que « nous ne voulons que vivre avec tous les enfants de la France, dans la liberté, la fraternité et l'égalité ». Il lance un appel : « Musulman algérien ! Préserve tes principes politiques. Tu n'as d'autre politique que celle de l'attachement à la France... », Il affirme comme l'avait déjà affirmé Omar B. Kaddour que « nous avons besoin que la France respecte notre nationalité, notre religion et notre morale et prépare la voie pour que nous puissions retrouver ces trois données que nous avons perdues ».

Conclusion

Peut-on alors affirmer que l'attachement à l'Islam est une forme de nationalisme malgré les déclarations de fidélité à la France tel qu'on le perçoit dans *El Farouk* et dans *Ach Chihab* et malgré la revendication de la citoyenneté française, telle qu'on la perçoit dans *L'Ikdam* et beaucoup d'autres journaux avant 1940 ? Sur le plan de la tactique politique et des morales personnelles, la réponse est peut-être affirmative : l'habileté politique de Omar B. Kaddour et de l'Emir Khaled, ainsi que l'honnêteté du Cheikh Ben Badis permettent de ne pas douter de leurs sentiments nationalistes. Mais sur le plan religieux et sur le plan du réalisme politique, la politique des trois journaux et des trois personnalités citées n'est qu'une pure utopie qui cache une contradiction évidente et met en relief leur faiblesse et la naïveté de l'époque : pour la même République, l'Islam est une religion comme le Christianisme. Il ne peut être une nationalité. La tolérance que manifeste la République à l'égard de l'Islam, cherchait avant tout à le marginaliser comme nous l'avons souligné au début de cet exposé. La même République avait les moyens de sa politique. Et engager le débat politique autour du statut personnel ne pouvait déboucher que sur la marginalisation de la religion et met en relief le caractère débile de ce débat. L'Histoire l'a prouvé. Les trois journaux ont débouché sur une impasse et les trois personnalités ont terminé les derniers jours de leur vie dans le regret. Omar Ben Kaddour se réfugia dans le soufisme, l'Emir Khaled s'exila, et Cheikh Ben Badis se détacha amèrement des partisans de la citoyenneté française.

Tout en rendant hommage à l'action de ces grands hommes, il est temps peut-être de s'intéresser aux insuffisances politiques de cette action. Il est temps aussi que les chercheurs se penchent sur la confusion politique de certaines attitudes religieuses.

Bibliographie

El Farouk : (Le justicier). Dirigé par Omar Ben Kaddour Al Djazaïri parti jeune en Tunisie puis en Egypte, en langue arabe, sa création se situe dans le contexte de la politique d'ouverture prônée par le Gouverneur Général Jonnart. Omar Ben Kaddour avait collaboré à *Al Akhbar*, à la demande de Barrucand, avant de créer son propre journal en février 1913 à Alger. Hebdomadaire, il tirait sur 4 pages et à 1000 exemplaires environ. Son dernier numéro portait le numéro 96 et était daté du 22 janvier 1915.

El Ikdam : (le courage). Paru le 7 mars 1919 à Alger, il cessa de paraître définitivement, après plusieurs interruptions momentanées, le 6 avril 1923 en totalisant 173 numéros. Hebdomadaire sur 4 pages, en français d'abord, puis bilingue, à partir du 13 mai 1921. L'Emir Khaled en devint le directeur à compter du 22 décembre 1922.

El Muntakid : (le critique). Hebdomadaire en langue arabe paru, à Constantine le 2 juillet 1925, sur 4 pages, il tirait difficilement à 1000 exemplaires environ. Un groupe de Oulémas dont Abdelhamid Ben Badis l'animent pendant 4 mois jusqu'à son interdiction.

Ech Chihab : (Le météore). Prend la relève du *Muntakid* interdit, le 12 novembre 1925. Hebdomadaire en langue arabe, sur 6 pages puis progressivement jusqu'à 36 pages en 1929, et mensuel à partir de février 1929. Il regroupait, autour du Cheikh Ben Badis, l'équipe d'*El Muntakid* et de nouveaux oulémas. Il continua à paraître jusqu'à 1939 et connut une large diffusion notamment avec la création de l'*Association des Oulémas Musulmans Algériens* en 1931 et un écho dans tout le monde arabe et au Maroc où il fut interdit par le protectorat.

Islam : Créé par Sadek Denden à Bône (Annaba) en décembre 1909 puis à Alger. Hebdomadaire, tirait sur 4 pages, en 2 éditions ; arabe et français. Il cesse de paraître définitivement le 21 décembre 1914, au numéro 206.

El-Hack : (la vérité) Après le différend qui l'opposa au directeur (Ahmed El Okbi) du journal *Sada es Sahara* (*l'Echo du Sahara*) dont il assurait la gérance, Moussa Ali El Okbi créa son propre journal à Biskra, le 7 mars 1926. Celui-ci cessa de paraître définitivement le 18 septembre 1926. A ne pas confondre avec *El Hack* d'Oran.

El Hack : (d'Oran) Créé dans cette ville par Charles Tapié et dont le premier numéro porte la date du 15 au 21 octobre 1911. Hebdomadaire en langue française, publié sur 4 pages, bilingue à partir du 1 mai 1912, il cesse de paraître au n° 46, en août.